

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 13 AVRIL 2016**

CH/RT

**OBJET : N° 4.1 – FONCIER – DOMAINES PUBLIC ET PRIVE DU SYNDICAT –
CONSULTATION DE GEOMETRES EXPERTS – PASSATION D'UN ACCORD-CADRE -**

L'an deux mille seize, le treize du mois d'avril à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 4.1 – FONCIER – DOMAINES PUBLIC ET PRIVE DU SYNDICAT –
CONSULTATION DE GEOMETRES EXPERTS – PASSATION D'UN ACCORD-CADRE -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération du 5 avril 2011, le Bureau Syndical a décidé de passer un marché à bons de commande avec un groupement de géomètres-experts chargé d'identifier la part du foncier syndical à maintenir dans le domaine public, sur l'emprise de l'ancienne voie ferrée acquise par le SEBA à la SNCF en 1991. Ce marché, conclu pour trois ans, arrivera à échéance le 8 juillet 2016.

Les missions des géomètres, dans le cadre du marché qui s'achève pour le seul domaine public du Syndicat, se définissent comme suit :

- Délimitation du domaine public incessible et recensement des parcelles cessibles,
- Identification des privés riverains,
- Etablissement de documents d'arpentage dans le cadre des acquisitions foncières,
- Bornage et délimitation des emprises,
- Levés topographiques pour implantation des réseaux et ouvrages divers,
- Mise à disposition d'une brigade foncière ou d'un géomètre,
- En option, établissement des actes administratifs.

Les dépenses réalisées dans le cadre de ce marché se répartissent de la manière suivante :

PERIODE	MONTANT HT	MONTANT TTC
2013-2014	36 572,00	43 880,56
2014-2015	14 220,00	17 064,00
2015-2016	15 531,00	18 637,20
TOTAL	66 323,00	79 581,76

Les missions confiées aux géomètres sont maintenant achevées. L'emprise cessible de l'ancienne voie ferrée est clairement identifiée et doit désormais faire l'objet d'une désaffectation et d'un déclassement en vue d'une cession aux Département, Communes, Communautés de Communes éventuellement intéressés, et, enfin aux riverains de la voie qui en feraient la demande.

A ce titre, des levés topographiques, bornages, piquetages et documents d'arpentage doivent être prévus dans le marché à venir.

Outre les missions spécifiques dédiées à la seule emprise de l'ancienne voie ferrée à maintenir dans le domaine public du Syndicat, il est proposé au bureau syndical, au regard des besoins du service, de redéfinir les missions des géomètres avec extension à l'ensemble du domaine foncier syndical, de nombreuses situations étant encore en phase de négociation ou non régularisées. Des cabinets de géomètres sont en effet régulièrement sollicités pour effectuer des levés topographiques pour implantation de réseaux et ouvrages divers, des documents d'arpentage dans le cadre d'acquisitions foncières ou de servitudes, des bornages et/ou piquetages dans le cadre de travaux importants.

Ces différentes prestations doivent également être prévues dans le marché à venir.

Le montant des honoraires versés à ce titre depuis janvier 2013, se répartit de la manière suivante :

PERIODE	MONTANT HT	MONTANT TTC
2013	3 360,00	4 018,56
2014	15 760,00	18 912,00
2015	2 730,00	3 276,00
2016	800,00	960,00
TOTAL	22 650,00	27 166,56

Conformément aux articles 78 et 79 du nouveau code des marchés publics, il est proposé de lancer une consultation sur la base d'un accord-cadre multi-attributaires (trois candidats admissibles), pour une durée de deux ans, renouvelable deux fois un an. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents permettant de préciser les caractéristiques et les modalités d'exécution demandées, non fixées dans l'accord-cadre.

Le mode de dévolution et les critères de choix pour l'accord-cadre ainsi que pour les marchés subséquents doivent être arrêtés.

Le bureau syndical est appelé à se prononcer sur les propositions suivantes :

- Déterminer que l'accord-cadre s'appliquera aux missions définies pour l'ensemble du domaine foncier syndical, y compris les biens appelés à y être intégrés ;
- Décider des critères d'attribution et leur pondération pour l'accord-cadre :
 - o Prix des prestations (60 %) ;
 - o Valeur technique de l'offre (40 %) ;
- Décider des critères d'attribution et leur pondération pour les marchés subséquents :
 - o Prix des prestations (60 %) ;
 - o Valeur technique de l'offre (40%) ;
- Autoriser le président à :
 - o Lancer la consultation sous forme d'une procédure adaptée sur la base des principes suivants :
 - Accord-cadre pour une durée de deux ans renouvelable deux fois un an,
 - Montant maximum annuel des engagements de cet accord-cadre égal à 30 000,00 euros HT. (TRENTE MILLE EUROS),
 - Consistance des prestations telles que présentées ci-dessus,
 - Accord-cadre multi-attributaire (trois candidats attributaires),
 - Les candidats devront compléter un bordereau de prix unitaire vierge ainsi que trois détails estimatifs de mission type de prestation afin de pouvoir comparer les offres.
 - o Signer les pièces afférentes à cet accord-cadre et faire toutes les démarches nécessaires pour sa mise en œuvre dans le cadre de l'économie présentée ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL